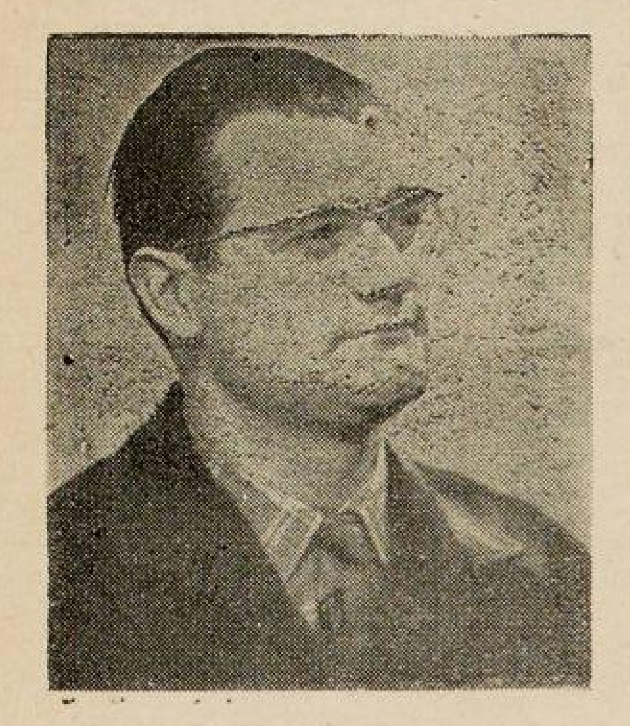


REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA SARTHE

1re CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Electrices, Electeurs,

Les résultats du dernier référendum expriment **un échec sérieux du Pouvoir personnel.** Par rapport au référendum de 1958, malgré le chantage et l'utilisation à sens unique de la Radio et de la Télévision, **de GAULLE a perdu 5 millions de suffrages, soit près de 20 %.** Il ne peut plus prétendre avoir la confiance de la majorité de la Nation, puisque le « Oui » ne représente désormais que 46 % des électeurs inscrits.

Dans notre circonscription, le Oui a perdu 11.385 suffrages soit 19 % des votants.

Le Bilan du Pouvoir personnel

Ce recul important du pouvoir gaulliste est la conséquence **des difficultés accrues des travailleurs des villes et des champs.**

— **Baisse du pouvoir d'achat** des Travailleurs de 8 à 12 %.

— **Retard des allocations familiales et des retraites vieillesse** par rapport à la hausse du coût de la vie (la hausse du pain en est une nouvelle illustration).

— **Les paysans travailleurs** condamnés à la disparition par la loi d'orientation agricole et les S.A.F.E.R. ; l'indexation des prix agricoles supprimée.

— **Les artisans et les petits commerçants** sacrifiés aux intérêts des monopoles (développement des SUMA et gros magasins).

— **Les Anciens Combattants** à qui on a voulu enlever leur retraite.

— **La laïcité de l'école et de l'Etat violée** par une aide massive à l'école confessionnelle, tandis que l'école publique manque de crédits.

En politique extérieure :

— Le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'ADENAUER avec ses généraux nazis et ses visées de revanche.

— L'hostilité au désarmement.

— L'augmentation de 500 milliards du budget de l'armée, pour constituer une **force de frappe atomique** aussi vaine que coûteuse.

A ce bilan, s'ajoutent de **graves atteintes aux libertés,** des complaisances complices en faveur de l'O.A.S.

Enfin, la guerre d'Algérie s'est prolongée pendant 45 mois pour se terminer par **la négociation avec le F.L.N. réclamée depuis le début par notre Parti.**

Les promesses de 1958 et les actes

Comme on est loin des promesses de 1958 ! **M. CHAPALAIN** écrivait alors dans sa circulaire :

« Elever le niveau de vie de la masse des Français... Stabilité monétaire... Une grande politique agricole qui doit aboutir à la suppression de nos importations abusives de produits alimentaires... Collaboration bénéfique du patronat et de 1 aclasse ouvrière... Coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest. »

Le candidat M.R.P. disait :

« Nous sommes infiniment reconnaissants au général de Gaulle... pour l'effort de redressement qu'il a entrepris : nous l'avons aidé sans réserve... Nous voulons la justice sociale... »

Le M.R.P. a participé au gouvernement jusqu'au printemps 1962. Il partage donc avec l'U.N.R. la responsabilité de la situation actuelle des travailleurs.

D'autre part, à la Municipalité du Mans, l'U.N.R CHAPALAIN et le M.R.P. DUBOIS, se sont associés pour pratiquer une politique de subventions du gros patronat et aux écoles confessionnelles et aggraver les charges des travailleurs en augmentant les impôts locaux

Quant à **BONE**, indépendant, ex-poujadiste, il se vantait d'avoir assuré le retour de de GAULLE au pouvoir.

Républicains et laïques

Dès 1958, le Parti Communiste a mené campagne pour le NON au **pouvoir gaulliste représentant des capitalistes et des banquiers** : depuis 1958, la capitalisation en Bourse des actions des 50 principaux trusts a plus que doublé : 5 050 milliards en fin 1958, 11.171 milliards en juillet 1962.

Personne ne conteste plus qu'il soit **l'élément essentiel et le plus solide de l'opposition renforcée au pouvoir personnel.**

L'union avec les communistes est indispensables si l'on veut aller de l'avant vers la démocratie que veut le peuple.

Tous les dirigeants des partis qui se réclament de la démocratie et de la gauche républicaine l'ont-ils compris ? On ne le croirait pas quand on voit se reconstituer la coalition qui va de la S.F.I.O. à la pire réaction, de Guy MOLLET à Paul REYNAUD.

Que deviendraient les revendications des travailleurs, l'école laïque, la politique de désarmement, si cette coalition se maintenait et revenait au pouvoir ? Ce serait le retour à la IVe République, à une politique nuisible que les Français ne veulent pas revoir.

Ce serait l'instabilité qui avait deux raisons :

— l'abandon par les députés de leur programme électoral ;

— l'exclusion des communistes du gouvernement, alors qu'ils représentaient 25 % des suffrages.

Tournez-vous résolument vers l'avenir

Les travailleurs et les militants socialistes et républicains déplorent avec nous cette situation. Ils savent, parce que les faits le démontrent clairement, que le Parti Communiste représente la force indispensable à une union réelle des démocrates.

Ils savent que sans les communistes, les hommes du gaullisme et de la réaction ne seront pas chassés du pouvoir.

Le relèvement de la France ne peut être l'œuvre d'un seul homme ou d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques, de tous les citoyens auxquels nous proposons le programme suivant :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE :

— Election à la proportionnelle chargée d'établir une constitution assurant la souveraineté du peuple.

— Restauration de la laïcité.

— Libre activité des partis démocratiques.

— Respect des libertés syndicales.

— Contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL :

— Nationalisation des monopoles capitalistes.

— Augmentation générale des salaires, traitements, retraites et allocations vieillesse.

— Construction massive de logements à loyers abordables.

— Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien à la coopération agricole.

— Réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE :

— Politique de co-existence pacifique orientée vers le désarmement.

— Opposition aux entreprises du militarisme revanchard allemand.

— Développement de la coopération économique culturelle avec tous les pays.

Electrices, Electeurs,

Les élections législatives vous donnent une nouvelle occasion **d'exprimer votre opposition au régime du pouvoir personnel et de marquer votre volonté d'obtenir un changement complet dans la politique de notre pays.**

C'est pourquoi, conseiller municipal d'une commune ouvrière qui vient de donner 49,7 % de NON, le plus fort pourcentage de la circonscription, instituteur préoccupé de la défense de l'école laïque, je sollicite avec confiance vos suffrages, au nom du Parti Communiste Français.

Le 18 Novembre, dès le premier tour :

❖ **Vous affirmerez votre volonté d'aller de l'avant, ce qui dépend avant tout de L'AVENEMENT D'UN GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE REMPLAÇANT LE REGIME DE POUVOIR PERSONNEL.**

❖ **Vous vous prononcerez contre le RETOUR AUX METHODES DE LA IVe REPUBLIQUE.**

❖ **Vous voterez pour UNE DEMOCRATIE VERITABLE, LAIQUE, AU SERVICE DU PEUPLE.**

VOTEZ pour le Candidat du **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** qui combat le pouvoir personnel sans esprit de compromis et agit pour l'unité des forces ouvrières et démocratiques.

VOTEZ Christian ROUBY

Conseiller Municipal de Sainte-Jamme
Instituteur
Membre du Bureau de la Fédération de la Sarthe du P.C.F.

SUPPLEANT : Fernand RAUD

Ancien Conseiller Municipal du Mans
Interné politique
Cheminot retraité.

IMP. R. BARRIER - LE MANS